

## POSTMASTER-GENERAL'S REPORT

After some explanations by Hon. Mr. Langevin,

Mr. Mackenzie asked why the Report of the Postmaster-General for 1869 had not been laid on the table, and the Report for 1868 only had been presented. It had been in type for two months, all but the preliminary part of the Report proper. He had called attention to the matter in the first week of the session, and again a fortnight after, but the Report was not yet presented. The members of the House were supposed to have this Report in their possession when discussing the estimates, (hear). He was willing to make allowance for work to be performed, but, on the other hand, the Government must respect the privileges of that House, and it was utterly impossible that this sort of thing should go on. If the Minister was not able to write the official report, let the Blue Book be issued without it.

Hon. Mr. Howe said there had been large revisions needed. The Minister had done all he could for the interests of the public service.

Mr. Mackenzie said the parts which needed revision had been in type for weeks, and a few pages of the Report was all that was now needed to complete it.

Motion carried.

## HIRE OF CABS BY DEPARTMENTS

Mr. Masson (Soulanges) moved for an address respecting the sums paid for the hiring of carriages in several departments.

Mr. Mackenzie requested the hon. gentleman to speak a little louder and come nearer the front benches.

Mr. Masson (Soulanges) said that very often Mr. Mackenzie could not be heard where he (Mr. Masson) stood. The hon. member for Lambton had better come over to that side of the House, at any rate he might soon be there, (laughter). He did not believe, and he must speak it out, that all the money put down for cab hire was really spent in that way. If it were spent in that way, it would be better to buy public officers half a dozen asses and mules, and let these gentlemen have the use of them, (laughter). In that way there would be a great saving of money.

The motion was carried.

## RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES

Après quelques explications de l'honorable M. Langevin,

M. Mackenzie demande pourquoi le rapport du directeur général des postes pour l'année 1869, n'a pas été déposé en Chambre et pourquoi on n'a présenté que le rapport de 1868. On lui répond qu'il est à la composition depuis deux mois, sauf pour la partie préliminaire. Il en a fait mention au cours de la première semaine de la session, puis deux semaines plus tard, mais le rapport n'a toujours pas été présenté. Les députés de la Chambre doivent avoir le rapport sous la main au moment de l'étude des prévisions des dépenses. (Bravo!) Il comprend bien qu'un certain temps est nécessaire pour l'exécution du travail; cependant, le Gouvernement doit respecter les prérogatives de cette Chambre et il est absolument impossible que cette situation se prolonge. Si le ministre ne peut pas écrire le rapport officiel, que le Livre bleu soit publié sans ce rapport.

L'honorable M. Howe répond qu'il a fallu procéder à un grand nombre de révisions. Le ministre a fait tout son possible dans l'intérêt des services publics.

M. Mackenzie dit que les tranches du rapport qui nécessitaient une révision sont à la composition depuis deux semaines et qu'il ne reste plus que quelques pages à compléter.

La motion est acceptée.

## LOCATION DE VOITURES PAR LES MINISTÈRES

M. Masson (Soulanges) propose un débat concernant les sommes payées par plusieurs ministères pour la location de voitures.

M. Mackenzie demande à son honorable collègue de parler un peu plus fort et de se rapprocher des premiers bancs.

M. Masson (Soulanges) réplique qu'il lui arrive souvent de ne pas entendre M. Mackenzie de là où il (M. Masson) se trouve. L'honorable député de Lambton ferait mieux de venir de ce côté de la Chambre, car il pourrait s'y trouver bientôt. (Rires.) Il ne croit pas, et il doit le déclarer hautement, que tout l'argent affecté à la location des voitures soit vraiment dépensé à cette fin. Si oui, il vaudrait mieux acheter une demi-douzaine d'ânes et de mules à l'intention des fonctionnaires, et laisser ces messieurs les utiliser. (Rires.) De cette façon, beaucoup d'argent serait épargné.

La motion est adoptée.